

Daw Aung San Suu Kyi
Conseillère spéciale
Ministre des Affaires étrangères
Ministre du Cabinet de la Présidence
de la République de l'Union de Birmanie
Bureau du Conseil d'Etat, Office No(8)
Naypyidaw, Birmanie

Paris, le 6 septembre 2018

Madame la Conseillère spéciale,

Après près de neuf mois de détention, les journalistes de l'agence *Reuters* **Kyaw Soe Oo** et **Wa Lone** ont été condamnés en début de semaine à une [peine inique de sept ans de prison](#) pour "*atteintes aux secrets d'Etat*".

Leur seul crime est d'avoir enquêté sur le massacre, par des militaires birmans, de dix civils rohingyas dans le village d'Inn Dinn en septembre 2017. Exécutions sommaires, inhumation dans une fosse commune, incendies de villages, effacement systématique de toute trace des exactions... Les découvertes des reporters de *Reuters* ont révélé l'effrayante réalité du nettoyage ethnique auquel l'armée birmane et ses supplétifs se sont livrés dans le nord de l'Arakan.

Comme vous savez, les deux reporters ont été interpellés dans le cadre d'une machination pathétique de la police, comme l'a reconnu le capitaine de police Moe Yan Naing devant la cour le 20 avril dernier. La [solidité de l'enquête](#) des journalistes a pourtant forcé l'institution militaire, la Tatmadaw, à [reconnaître la réalité du massacre d'Inn Dinn](#) et à condamner pour ces faits sept soldats à dix ans de réclusion.

Votre seule déclaration sur le sujet nous attriste profondément : dans un [entretien accordé en juin dernier à la NHK](#), vous vous êtes contentée de souligner qu'ils "*n'ont pas été arrêtés parce qu'ils couvraient le problème de [l'Etat de] l'Arakan*" mais parce qu'ils "*ont violé la loi sur les Secrets d'Etat*" et qu'il "*reviendra à la justice de décider*" de leur culpabilité. Les preuves de l'innocence des deux journalistes étaient pourtant déjà patentes.

Le 7 septembre 2017, [Reporters sans frontières vous adressait une lettre](#) dans laquelle nous en appelions à votre autorité morale pour laisser les journalistes faire leur travail. A notre appel, vous êtes restée silencieuse. A l'appel des journalistes birmans et étrangers, vous êtes restée silencieuse. A l'appel de la communauté internationale, vous êtes restée silencieuse.

Comment comprendre la [peine](#) infligée aux deux journalistes en début de semaine ? Quelle crédibilité accorder à l'Etat de droit birman et à l'indépendance de la justice après une telle mascarade ? A ceux qui ont tenté de vous sensibiliser, vous avez [répondu par la "fureur"](#), comme ce fut le cas en début d'année avec le diplomate états-unien Bill Richardson, l'un de vos plus anciens soutiens, qui s'est senti contraint de démissionner de votre conseil consultatif, après que vous avez dénoncé Kyaw Soe Oo et Wa Lone comme des "*traîtres*".

Les journalistes étaient-ils des traîtres lorsqu'ils ont couvert l'écrasement par la junte militaire du "Printemps birman" de 1988, qui a marqué votre entrée en politique ? Les journalistes étaient-ils des traîtres lorsqu'ils relayaient vos appels en faveur de la démocratie durant vos quinze années passées en résidence surveillée ? Les journalistes étaient-ils des traîtres lorsqu'ils ont célébré l'avènement de la démocratie avec la victoire de votre parti en 2015 et votre accession à la tête du gouvernement birman en 2016 ?

Prix Sakharov en 1990, Prix Nobel de la paix en 1991, vous avez longtemps été célébrée comme une militante déterminée de la démocratie, dont vous avez défendu l'un des fondements avec la plus grande clairvoyance. Dans le [discours](#) que vous avez prononcé lors de votre libération, en 2010, vous proclamiez que *"la base des libertés démocratiques, c'est d'abord la liberté d'expression"*. L'année suivante, vous avez adressé [des assurances à RSF](#) quant à votre attachement à la liberté de la presse.

Depuis la fin de votre assignation à résidence, vous avez plusieurs fois déclaré que vous refusiez d'endosser le statut d'icône. Au contraire, vous vous affirmez comme une [femme politique qui veut parvenir à des résultats concrets](#) pour son peuple. Nous connaissons les contingences de la vie politique birmane, qui vous obligent à chercher des compromis avec les représentants de la Tatmadaw. Mais rien, absolument rien, ne vous oblige, en tant que cheffe du gouvernement de l'Union de Birmanie, à garder ce silence assourdissant. Rien ne vous oblige à parler d'*"iceberg de désinformation"* concernant le travail des journalistes dans l'Arakan. Rien ne vous oblige à rester dans l'histoire comme celle qui a trahi les idéaux sur lesquels elle a bâti sa réputation.

C'est pourquoi nous vous appelons solennellement à intervenir immédiatement en faveur de la libération des deux reporters de Reuters. L'un de vos plus proches alliés, le président de la République Win Myint, peut leur accorder une grâce.

Vous avez la capacité d'agir aujourd'hui en faveur des valeurs que vous avez si longtemps défendues avec courage.

Madame la Conseillère spéciale, je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations.



Christophe Deloire
Secrétaire général
Reporters sans frontières